

# Mario Monti, ex-commissaire européen

## «Un encouragement pour tous ceux qui remettent en question l'euro»

### LES PHRASES CLÉS

«Le résultat du référendum est une victoire politique pour le gouvernement d'Alexis Tsipras mais il pourra paradoxalement rendre les négociations à venir encore plus difficiles.»

«Ce référendum représente un encouragement pour tous ceux qui, dans plusieurs pays de l'Union, remettent en question l'euro et veulent sortir du schéma monétaire actuel.»

### INTERVIEW

SILVIA BENEDETTI  
À ROME

**I**l est l'homme qui a réformé l'Italie. Arrivé aux commandes du pays en 2011, au moment où la crédibilité politique et financière du pays était considérablement abîmée, Mario Monti a mis un point d'honneur à défendre sa principale réussite: la restauration de la confiance sur les marchés, alors que la dette italienne était sévèrement attaquée. L'ancien consultant de Goldman Sachs et ex-commissaire européen, président du Conseil des ministres en Italie de novembre 2011 à jusqu'aux élections de février 2013, a imposé à l'époque une cure d'austérité sévère à ses compatriotes et remis son pays sur les bons rails. Il livre à «L'Echo» ses réflexions sur la situation de la Grèce.

#### Que pensez-vous de la leçon donnée par le référendum grec?

Il s'agit certainement d'une victoire politique pour le gouvernement d'Alexis Tsipras mais elle pourra paradoxalement rendre les négociations à venir encore plus difficiles. Le gouvernement grec pense probablement pouvoir maintenant obtenir de meilleures conditions de la part de ses partenaires mais, en réalité, le «non» a créé un certain désappointement auprès de ces derniers. À mon avis, quand ils vont se retrouver tous

autour de la table des négociations, les positions seront encore plus distantes que lorsqu'ils se sont quittés.

#### Pourquoi, à votre avis, sommes-nous arrivés à cette collision d'intentions et de points de vue?

Il s'agit avant tout d'un affrontement culturel entre la Grèce et l'Europe du centre-nord. Mais, aujourd'hui, il s'agit aussi d'une collision de vues et d'intérêts entre la Grèce et ses voisins de l'Europe du sud, c'est-à-dire des pays qui sans se faire aider (l'Italie, NDLR) ou en se faisant aider (l'Espagne et le Portugal, NDLR) sont sortis de la crise en faisant des sacrifices considérables. Ces derniers n'accepteraient pas facilement des éventuelles concessions faites à la Grèce.

#### Plusieurs experts ont dit, avant le référendum, que l'Europe, indépendamment du résultat des urnes, ne sera plus comme avant. Avaient-ils raison?

Oui, bien évidemment ce référendum et en particulier la nature de son résultat représenteront un encouragement pour tous ceux qui, dans plusieurs pays de l'Union, remettent en question l'euro et veulent sortir du schéma monétaire actuel.

Ainsi, ce qui s'est passé en Grèce avec le référendum peut déterminer, ailleurs, des tensions et des divisions extrêmement fortes. Il suffit de voir ce qu'il se passe en Italie, l'opposition qui s'est cristallisée entre ceux qui contestent l'Union européenne, l'euro et voudrait aussi organiser un référendum «à la grecque» (Mouvement 5 Étoiles) et ceux qui, au contraire, sont attachés à l'idéal européen et à tout ce qu'il comporte.

#### Pourquoi l'Union européenne, devant le constat évident d'une dette grecque désormais trop élevée, n'a pas envisagé, au cours des négociations, de proposer de la réduire?

Il s'agit là d'une question pertinente. Peut-être ceci aurait dû être fait au début des négociations. Je crois, cela dit, que les partenaires auraient été prêts à concéder un allègement de la dette grecque (en termes de volume, échéances et taux d'intérêt) mais seulement après que la Grèce a démontré clairement sa volonté et sa capacité de réaliser les réformes attendues.

#### Ne croyez-vous pas que l'incompatibilité idéologique de fond – le profil politique même du gouvernement d'Alexis Tsipras – aurait dû faire comprendre dès le début que les négociations avec la Grèce étaient et sont impossibles?

Non, je ne le crois pas et, à dire la vérité, je ne veux pas le croire parce que je pense que l'Union européenne a un profil politique éclectique qui ne lui empêche pas, a priori, de dialoguer et d'interagir aussi avec des gouvernements d'extrême gauche. Or, j'espérais que le gouvernement d'Alexis Tsipras, comme il l'avait promis, aurait accompli davantage de progrès que les gouvernements qui l'ont précédé, notamment en matière de lutte contre l'évasion fiscale et contre la corruption.

#### Ne pensez-vous pas que la présence du FMI n'a pas été idéale pour une négociation flexible et fructueuse avec la Grèce?

Oui, cela est possible. Je crois que la présence du FMI à la table des négociations et dans la Troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI) soit due surtout aux souhaits des Allemands en raison de l'expérience reconnue du FMI, notamment en matière de prêts conditionnels concédés en échange de la mise en œuvre de réformes structurelles et de mesures économiques auprès des pays bénéficiaires.

Nombreux sont ceux qui pensent aussi que l'Allemagne a voulu la présence du FMI parce qu'elle n'avait pas totalement confiance en l'indépendance politique de la Commission européenne.

#### Le «non» grec représente-t-il la réaction d'une partie de l'Union qui rejette une Europe perçue comme «trop allemande»?

Effectivement, il y a aussi ce paramètre à prendre en compte. Il existe un problème à ce niveau: dans les années 1990, quand l'Europe monétaire a pris réellement forme, l'on a assisté à une adhésion forte et partagée de la part du reste de l'Europe au modèle allemand (une économie sociale de marché avec ses caractéristiques de politique monétaire indépendante, une lutte systématique aux déficits publics etc.).

Il s'agissait d'un modèle voulu et, en définitive, choisi par tous. Aujourd'hui, il reste un modèle économique dominant mais, paradoxalement, il l'est plus qu'avant en raison

du poids croissant de l'Allemagne, et moins qu'avant parce que l'on est passé d'une acceptation unanime aux tensions et aux remises en question actuelles.